



Déclaration de la FCPE de Gironde pour le CAEN du 24 Mai 2017.

Monsieur le Recteur, Monsieur le vice-président du Conseil Régional,

Mesdames, Messieurs les membres du CAEN,

Nos premières pensées vont aux familles des trop nombreuses victimes d'attentats à Manchester comme partout ailleurs dans le monde, aux nombreux enfants qui, à cet instant, ne sont pas à l'école mais sur des champs de batailles, dans des villes assiégées ou dans des camps d'entraînement, à toutes les jeunes filles à qui on interdit encore, en ce XXI^e siècle aux relents d'obscurantisme moyenâgeux, l'accès à l'instruction.

Nous souhaitons également exprimer ici notre soulagement quant au fait que la majorité de nos compatriotes aient choisi le 7 mai dernier de ne pas laisser s'installer à la tête de notre nation un certain courant nationaliste prônant la haine de l'autre et divisant les peuples de ce monde.

En matière d'Éducation, nous voici cependant à l'aube d'une période qui s'annonce bien difficile si l'on en croit les promesses de campagne et les annonces récentes faites par le nouveau Ministre Jean-Michel Blanquer.

Nous déplorons en effet qu'une fois encore, on veuille faire table rase des réformes récentes :

- **Dans le premier degré :** en laissant le choix aux communes, de revenir à la semaine de 4 jours, alors même que ce type de réforme nécessite des changements d'habitudes et un temps long d'adaptation par tous absolument incompatible avec les temps de mandats politiques et alors que toutes les études effectuées depuis plusieurs années montrent que la classe sur 5 jours consécutifs avec des journées moins denses est profitable aux conditions d'apprentissage et à l'épanouissement personnel de l'enfant. De nombreux parents, parfois réticents au début, ont accompagné ces changements quand ils le pouvaient pour s'adapter à ces nouveaux rythmes en réorganisant leur vie. Revenir en arrière est inacceptable pour la FCPE.
D'autre part, si la mesure annoncée de mettre un professeur pour 12 élèves dans les classes de CP et CE1 des écoles en REP et REP+ peut paraître réjouissante, nous savons pertinemment qu'elle impacte gravement toutes possibilités de remplacements alors que la situation commençait tout juste à s'améliorer dans ce domaine. Une telle annonce nous semble parfaitement démagogique et lourde de conséquences pour l'ensemble des élèves de l'académie.
- **Dans les collèges,** nous avons exprimé notre réserve quant à l' **autonomie du chef d'établissement** en ce qui concerne la répartition des horaires alors que l'on constate tous les jours l'inégalité des territoires et des compétences personnelles des principaux. Sur **la question des classes européennes et bilangues :** nous sommes POUR, oui Monsieur le Recteur, POUR qu'elles reviennent pour TOUS les élèves ! sinon, elles vont être de nouveau un moyen de trier, de séparer, et surtout, à dotation constante, elles vont prendre des moyens donnés à des élèves le plus souvent « favorisés » au détriment des autres : c'est inacceptable et nous en profitons pour dire que le « régime spécial » du privé sur cette question nous semble scandaleux.
- **Dans les lycées,** le transfert des lycées professionnels aux régions pour les connecter aux besoins économiques des bassins d'emploi est là encore une approche qui peut paraître intéressante mais garantit-elle l'égalité des territoires ? Favorise-t-elle une homogénéité des parcours au niveau national ?

En ce qui concerne les lycées professionnels et les enseignements technologiques, nous souhaitons exprimer nos plus vives inquiétudes sur les conditions d'étude de nos enfants. En effet, ces dernières années ont vu arriver dans ces filières des élèves de plus en plus jeunes en conséquence de l'arrêt des redoublements en primaire et au collège ; or pour nombre d'entre eux, ils arrivent encore trop souvent dans ces filières par défaut, en échec scolaire, avec une estime de soi effondrée et sont donc extrêmement démotivés, d'où le constat qui nous semble alarmant d'un taux d'absentéisme très élevé et d'un risque accru de décrochage scolaire. Face à un tel constat, n'est-il pas urgent de renforcer les équipes éducatives : enseignants et vie scolaire, des lycées afin de mieux encadrer les plus jeunes notamment, et de lutter ainsi contre les risques de décrochage ?

Enfin, concernant les lycées encore, **la Fcpe revendique la gratuité de l'enseignement** pour tous les élèves et se félicite que notre région voisine l'Occitanie s'engage dans une politique volontariste en faisant des jeunes sa priorité. Concrètement, elle fournira gratuitement, dès la rentrée, tous les manuels scolaires à tous les lycéens de la Région. N'est-ce pas un magnifique exemple à suivre en Nouvelle Aquitaine ?

Merci de votre écoute